



**Ght\_TRV\_2025-034\_DC\_Relance Contrat De Perf  
Energetique\_CHR [2026-2033]**

# **REGLEMENT D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURES**

**Le pouvoir adjudicateur :**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE**

**Objet de la consultation :**

**Contrat de Performance Energétique & Carbone du  
pôle énergie du site principal de l'hôpital de Roanne**

**Date et heure limites de remise des candidatures :**

**Le 10 mars 2025 à 12h00**

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – ACHETEUR</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – INTITULE DU MARCHE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS</b>	<b>3</b>
3.1 – OBJET ET PERIMETRE	3
3.2 – DUREE	4
<b>ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION</b>	<b>4</b>
5.1 – CRITERES OBJECTIFS DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS	4
5.2 – PRESENTATION DES CANDIDATURES	5
<b>ARTICLE 6 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES CANDIDATURES</b>	<b>8</b>
6.1 – PROFIL D'ACHETEUR	8
6.2 – NOTIFICATION	9
<b>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>9</b>
7.1 – CHOIX DU MODE DE REMISE DES PLIS	9
7.2 – PAR TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
<b>ARTICLE 8 – CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 – PRIME</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10 – VISITE DE SITE</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 – ACHETEUR

---

### **CHU SAINT ETIENNE**

Etablissement support du GHT Loire pour le compte du Centre Hospitalier de Roanne

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achat et du Patrimoine - Hôpital Bellevue  
42 055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Lieu d'exécution : **Centre Hospitalier de Roanne, 28 Rue de Charlieu, 42300 Roanne**

Adresse(s) internet : <http://www.chu-st-etienne.fr>

Adresse générale du pouvoir adjudicateur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

## ARTICLE 2 – INTITULE DU MARCHE

---

**Contrat de Performance Energétique & Carbone du pôle énergie du site principal de l'hôpital de Roanne**

## ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

---

### **3.1 – Objet et périmètre**

La consultation a pour objet la passation d'un **marché public global de performance (MGP)**, en application de l'article L. 2171-3 du Code de la commande publique, portant sur la Performance Energétique & Carbone du site principal de l'hôpital de Roanne, dont le périmètre géographique est défini en annexe au présent règlement.

L'opération porte les prestations d'exploitation-maintenance du pôle énergie et des installations de distribution, ainsi que, à des niveaux d'importance différents définis dans le programme, par des prestations de conception et de réalisation de travaux d'amélioration de la performance énergétique et carbone.

Les prestations seront précisément détaillées dans le programme, et intègrent :

- L'Amélioration de la Performance Énergétique & Environnementale, dont Carbone, (APE), assortie d'engagements de performance
- La prise en charge des installations
- Les prestations de type P2 : conduite et entretien des installations avec garantie de résultat et astreinte.
- Les prestations de type P3 : Gros Entretien & Renouvellement (GER) avec garantie totale avec transparence des comptes d'exécution et partage du solde du compte P3 au terme du marché
- Les actions de sensibilisation des usagers et personnels à la sobriété énergétique

Le marché remplit des objectifs chiffrés de performance définis en termes de niveaux d'efficacité énergétique et d'incidence sur les émissions de gaz à effet

de serre (Carbone). Il comporte des engagements de performances mesurables.

Les caractéristiques des ouvrages et des services sont précisées dans le programme. Le marché pourra comporter des clauses de réexamen. Elles seront précisées dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats admis à participer au dialogue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité au cours du dialogue compétitif d'optimiser, de préciser ou de modifier de manière non substantielle la description des besoins. Notamment, le périmètre d'exploitation maintenance, des travaux, ou la durée du marché pourront être ajustés pour tenir compte et affiner les engagements de performance.

Il est rappelé aux candidats que, conformément à l'article R. 2171-23 du Code de la commande publique, si le titulaire du marché n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale du marché qu'il s'engage à confier directement ou indirectement à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans est fixée à 10 % du montant prévisionnel du marché.

**Une note de définition des besoins est jointe au présent RAPC.**

### **3.2 – Durée**

La durée prévisionnelle du marché est fixée à **8 ans**, décomposée comme suit :

- Une tranche ferme de 7 ans
- Une tranche optionnelle de 1 an

Les prestations d'exploitation-maintenance ont vocation à démarrer, sur l'ensemble du périmètre, dès le 1<sup>er</sup> avril 2026.

## **ARTICLE 4 - PROCEDURE DE PASSATION**

---

Le marché est passé après **dialogue compétitif** en application des articles L. 2124-4, et R. 2124-5 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION**

---

### **5.1 – Critères objectifs de limitation du nombre de candidats**

Nombre minimal : 3 / Nombre maximal : 3

Dans un premier temps, le pouvoir adjudicateur analysera la recevabilité des candidatures au regard de la complétude du dossier de candidature remis et de la présence des compétences exigées (niveau spécifique minimal exigé).

Dans un second temps, les candidatures recevables seront analysées et classées selon les critères de sélection hiérarchisés suivants :

- Critère 1 : capacités professionnelles et techniques appréciées au regard de la qualité et de l'adéquation au projet des références argumentées pour chaque domaine de compétence, et de la qualité et pertinence de la composition de l'équipe candidate et des moyens humains présentés ;
- Critère 2 : capacités économiques et financières appréciées au regard du chiffre d'affaires global.

Pour le critère 1, seuls les éléments demandés par le pouvoir adjudicateur seront pris en compte pour l'analyse des candidatures. Cette analyse s'effectue au regard de la totalité des membres du groupement, il n'est pas exigé que chaque membre présente la totalité des compétences exigées.

Le critère 2 sera analysé comme suit :

- En cas de candidat unique : moyenne des chiffres d'affaires globale des 3 dernières années ;
- En cas de groupement : moyenne de l'ensemble des chiffres d'affaires des 3 dernières années présentés par le groupement.

## **5.2 – Présentation des candidatures**

Les plis seront obligatoirement remis par voie dématérialisée, sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

La forme du groupement conjoint avec mandataire solidaire sera imposée lors de l'attribution du marché

Les fichiers seront dans un format imprimable (type jpeg ou pdf) et le tableau de synthèse dans un format imprimable et modifiable (type excel). Il est demandé de fournir également les fichiers sources (word, excel, powerpoint) en complément des fichiers pdf.

Si les documents sont remis dans une autre langue que le français, les candidats devront joindre une traduction en français.

**Il est exigé des candidats qu'ils utilisent le Cadre obligatoire de réponse annexé au présent règlement pour la présentation de leurs candidatures (seuls les éléments figurant dans le cadre obligatoire seront pris en compte pour l'analyse et la sélection des candidatures), et qu'ils remettent un dossier de candidature reprenant le classement (a, b, c) défini ci-après :**

### **a) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Chaque opérateur économique au sein de l'équipe candidate (cotraitant ou autre opérateur) doit remettre un dossier de candidature comportant :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Une lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent)

- La déclaration du candidat (formulaire DC2 ou équivalent)

#### **b) Capacité économique et financière**

Chaque opérateur économique au sein de l'équipe candidate (cotraitant ou autre opérateur) doit remettre un dossier de candidature comportant :

- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché pour les trois dernières années
- Une déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

#### **c) Capacité technique et professionnelle**

Chaque opérateur économique au sein de l'équipe candidate (cotraitant ou autre opérateur) doit remettre un dossier de candidature comportant :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services et conduite des travaux de même nature que celle du marché. Conformément à l'article R. 2142-13 du Code de la commande publique, le candidat indiquera les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants, ou équivalent ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Pour chaque compétence exigée, une **liste des travaux** de taille, nature et complexité comparables au présent marché exécutés au cours des **cinq (5) dernières années**, assortie le cas échéant d'attestations de bonne exécution, indiquant l'intitulé et les principales caractéristiques de l'opération, la mission réalisée, le montant, la surface, les dates de début et fin de travaux, les coordonnées du maître d'ouvrage.
- Pour chaque compétence exigée, une **liste des services** de taille, nature et complexité comparables au présent marché exécutés au cours des **cinq (5) dernières années**, assortie le cas échéant d'attestations de bonne exécution, indiquant l'intitulé et les principales caractéristiques de l'opération, la mission réalisée, le montant, la surface, les dates de début et fin de travaux, les coordonnées du maître d'ouvrage.
- **Pour chaque compétence exigée identifiée ci-après**, chaque opérateur mettra en avant de manière synthétique **cinq (5) références maximum** les plus pertinentes au regard du projet en argumentant son choix.

En application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

En application de l'article R 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les pièces fiscales et sociales à condition que le pouvoir adjudicateur puisse les obtenir directement par un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats devront avoir précisé dans leur dossier de candidature les informations nécessaires pour se connecter à ce système. La connexion doit être gratuite.

Les candidats ayant répondu à une autre consultation lancée dans l'année sont exonérés de fournir leur attestations fiscales et sociales à condition que celles-ci datent de moins de six mois.

### **Niveau spécifique minimal exigé :**

L'équipe candidate présentera des capacités techniques et professionnelles en conception, réalisation, exploitation et maintenance de projets de taille, nature et complexité comparables couvrant les domaines de compétences suivants :

- Une compétence « **Exploitation maintenance et Travaux de production & distribution de chaleur & de froid** »
- Une compétence « **Exploitation maintenance et Travaux de production & distribution d'électricité courants forts** »
- Une compétence « **Conception & Études techniques en performance énergétique, CVC, CFO** »
- Une compétence « Architecturale »

Par précaution, et eu égard aux travaux potentiels, l'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il doit présenter les **compétences d'un architecte**, qui aura la responsabilité de l'établissement du projet architectural, objet de la demande de permis de construire en application de l'article 3 de la loi no77-2 du 3 janvier 1977. En vertu des dispositions de l'article 37 du Code de déontologie des architectes, le ou les architecte(s) candidats doit(vent) obligatoirement être membre du groupement.

Seules les compétences précisées ci-dessus seront prises en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Chaque membre du groupement devra remettre un dossier de candidature complet, en utilisant le cadre de réponse annexé au présent règlement.

Le marché public global devra identifier l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation (art. L2171-7 du Code de la Commande Publique).

La responsabilité des prestations de maîtrise d'œuvre doit être portée par l'un des co-traitants du groupement (mandataire ou co-traitants). Il est responsable de la qualité de l'ouvrage, du respect du budget et du délai et il a une obligation de résultat sur les travaux en respectant ces trois contraintes. Le référent en charge des prestations de maîtrise d'œuvre a la charge de la coordination et du suivi de l'exécution des travaux et doit assurer la cohérence de l'ensemble des prestations et du suivi du chantier. Il est le garant de la sécurité sur les chantiers, il doit respecter les règles de l'art et les DTU.

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, un candidat ne peut pas se présenter à la fois ni en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques, professionnelles ou financières requises pour l'exécution du marché. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché par tout moyen approprié.

## **ARTICLE 6 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES CANDIDATURES**

---

### **6.1 – Profil d'Acheteur**

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le site :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Cette identification présente cependant l'avantage pour les soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature).

**Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format Zip (.zip).**



## **6.2 – Notification**

### **Les candidats rejetés :**

Les candidats non retenus en sont informés par voie électronique. Pour retirer leur notification électronique, les candidats devront se connecter sur la plateforme de dématérialisation et entrer l'identifiant et le mot de passe qui leur a été communiqué dans le message envoyé la plateforme.

### **Les candidats retenus :**

Les candidats retenus sont informés par voie électronique. Pour retirer leur notification électronique, les candidats devront se connecter sur la plateforme de dématérialisation et entrer l'identifiant et le mot de passe qui leur a été communiqué dans le message envoyé la plateforme.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

---

### **7.1 – Choix du mode de remise des plis**

**Les candidats doivent impérativement remettre leur réponse par transmission électronique** (sauf dispositions relatives à la copie de sauvegarde) sur la plateforme indiquée ci-dessus.

La transmission par mail n'est pas acceptée.

La signature électronique des candidatures n'est pas exigée.

### **7.2 – Par transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, indiquée ci-dessus.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'envoi précédent.

### **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, au choix du candidat :

- Par voie électronique, par tout moyen respectant les dispositions de l'annexe 6 du Code de la commande publique ;
- Sur support papier ou sur support physique électronique (clef USB, CD,...).

En cas de transmission physique de la copie de sauvegarde, elle est transmise sous pli scellé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou contre remise d'un récépissé, et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle devra être remise à l'adresse suivante :

CHU de Saint Etienne  
Direction des Achats et du Patrimoine  
Hôpital Bellevue –Pavillon 1-3  
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02  
Du lundi au vendredi (sauf les jours fériés et le lundi de Pentecôte) de :  
9 heures à 16 heures 40

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas :

- d'offre transmise par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le pouvoir adjudicateur.
- d'offre transmise par voie dématérialisée,
  - non parvenue dans les délais de dépôt du Pouvoir Adjudicateur
  - ou n'ayant pas pu être ouverte.

Il sera alors procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais impartis.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Pour les documents : .DOC, .DOCX, .XLS, .XLSX, .EXE, .ZIP, .RAR, et .PDF. Pour les images : .BMP, .JPG, .GIF.

#### RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### **ARTICLE 8 – CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE**

---

Les offres qui seront remises par les candidats admis seront analysées et classées au regard des critères d'attribution suivants :

Coût global de l'offre sur la durée totale du marché	25 %
Qualité technique et organisationnelle des prestations de conception, travaux et d'exploitation maintenance à partir de l'ensemble des notices demandées dans le guide de constitution des offres	45 %
Performance énergétique et carbone à partir du cadre d'engagement	28 %
Part du marché confiée à des PME ou à des artisans	2 %

## **ARTICLE 9 – PRIME**

---

Une prime forfaitaire de **25 000 euros HT** sera versée aux candidats participant au dialogue compétitif dès lors que leurs propositions successives et leur offre finale sont conformes aux demandes du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de moduler, voire de supprimer, le montant de cette prime en cas d'offre finale irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

En cas d'abandon d'un candidat en cours de procédure, aucune prime ne lui sera versée.

En cas de déclaration sans suite prononcée par le pouvoir adjudicateur :

- Avant remise la proposition initiale, une prime de 2 000 euros HT sera versée au candidat.
- Après remise la proposition initiale, une prime de 8 000 euros HT sera versée au candidat.

Cette prime sera payée au mandataire du groupement sur présentation d'une facture.

Il n'y aura pas de prime spécifique versée pour l'attributaire, la rémunération est incluse dans les montants de son marché.

## **ARTICLE 10 – VISITE DE SITE**

---

Visite possible et non obligatoire sur rendez-vous à solliciter auprès de [frederic.bernet@ch-roanne.fr](mailto:frederic.bernet@ch-roanne.fr)

## **ANNEXES**

---

1. Note de définition des besoins et ses annexes
2. Cadre de réponse obligatoire de remise des candidatures